

# La Russie



*Collection fondée par Yves Lacoste*

- Nacima Baron, Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au xx<sup>e</sup> siècle*, 2015.
- Frédéric Encel, *Géopolitique du sionisme*, 2015 (3<sup>e</sup> édition).
- François Gemenne, *Géopolitique du climat*, 2015 (2<sup>e</sup> édition).
- Hervé Théry, *Le Brésil, pays émergé*, 2014.
- Philippe Subra, *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, 2014 (2<sup>e</sup> édition).
- Philippe Subra, *Le Grand Paris. Géopolitique d'une ville mondiale*, 2012.
- Sébastien Colin, *La Chine et ses frontières*, 2011.
- Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, 2011 (3<sup>e</sup> édition).
- Bernard Hourcade, *Géopolitique de l'Iran*, 2010.
- Jean-Michel Hoerner, *Géopolitique du tourisme*, 2008.
- Joseph Martinetti, Marianne Lefevre, *Géopolitique de la Corse*, 2007.
- Bernard Aliidières, *Géopolitique de l'insécurité et du Front national*, 2006.
- Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, 2006.
- Barbara Loyer, *Géopolitique de l'Espagne*, 2006.
- Philippe Sébille-Lopez, *Géopolitiques du pétrole*, 2006.
- Viatcheslav Avioustskii, *Géopolitique du Caucase*, 2005.
- David Rigoulet-Roze, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, 2005.

**Jean Radvanyi**  
**Marlène Laruelle**

# **La Russie**

**ENTRE PEURS ET DÉFIS**

**ARMAND COLIN**

Visuel de couverture : « L'oiseau de feu », performance de Nicolaï Polissky

Photo : Jean Radvanyi

Graphisme : Alain Chevallier

Mise en page : Lumina Datamatics

Cartographie : Sophie Pauchet, Atelier du Château d'eau

© Armand Colin, 2016

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

5 rue Laromiguière, 75005 Paris

ISBN 978-2-200-61272-6

## INTRODUCTION

**L**A Russie fait peur. Un président américain n'hésita pas à parler de l'URSS comme d'un « empire du mal » et la crise ukrainienne a remis cette notion au goût du jour à propos, cette fois, de la Russie. Hillary Clinton a comparé Poutine à Hitler lors de sa campagne pour les primaires américaines, un radicalisme qui lui a valu d'être rappelée à l'ordre par des Républicains pourtant peu tendres avec la Russie. Des médias occidentaux parlent du « pouvoir de nuisance » de ce pays alors que d'autres évoquent une « impuissance génétique » des Russes à l'aspiration démocratique. La Russie ne cesse d'inspirer la méfiance par ses comportements, et son image n'a probablement jamais été aussi négative.

Or dans le même temps, et c'est là un point essentiel rarement évoqué, la Russie a peur. Vingt-cinq ans après la fin de l'URSS, le pays, ses élites, sa société sont traversées par toute une série de hantises aux contours multiples, de l'appréhension du déclin démographique et économique à celle d'une menace d'intervention extérieure qui ranime de vieux réflexes de « forteresse assiégée ». Ouvert brutalement au monde sous Boris Eltsine, le pays ne semble toujours pas prêt à la mondialisation. En butte aux convoitises croisées d'un Occident sorti vainqueur de la guerre froide et d'une Chine trop dynamique, la Russie n'en finit pas de débattre de son identité, européenne, asiatique ou pont séculaire, « troisième Rome » entre Orient et Occident. Entravé entre des aspirations réformatrices et la crainte d'une société

libérale présentée souvent comme un modèle amoral et pervers, le pays semble tenté de se réfugier dans un nouvel isolement.

L'image négative de la Russie est une vieille histoire. Pour s'en tenir à la période contemporaine, cet immense État, largement méconnu, a presque toujours inquiété. La société russe est à la fois si proche, profondément européenne par son histoire, sa culture, et cependant si différente. Elle nous dérange par ses excès, ses convulsions qui résonnent étrangement à nos esprits cartésiens, par cette inquiétude existentielle qui sourd de ses meilleures créations, des romans de Dostoïevski aux symphonies de Chostakovitch en passant par les pièces de Tchekhov. Elle interpelle avec ses choix idéologiques et politiques qui fascinent ou rebutent. Avant même Custine et ses célèbres lettres, la chose était entendue. N'est-ce pas Stendhal, qui écrit, depuis Smolensk :

« Dans cet océan de barbarie, pas un son qui ne réponde à mon âme ! Tout est grossier, sale, puant au physique et au moral. »

Lettre à Félix Faure du 24 août 1812.

La Russie ne serait-elle qu'une sorte de reflet déformant de nos propres travers, de nos imperfections ? Certains ont cru, à l'occasion de l'éclatement du système soviétique, qu'elle allait enfin s'aligner, se rapprocher, adopter notre modèle de pensée et de fonctionnement dans le cadre de cette « transition », phase magique de retour au bercail européen. Curieuse attente. On reparla alors de l'âme russe, paraphrasant à loisir cette célèbre sentence de Fiodor Tiouttchev :

« On ne peut pas comprendre la Russie par la voie de la raison,  
On ne peut pas la mesurer,  
Elle a un caractère particulier,  
En la Russie, on ne peut que croire. »

Nombre d'analystes sont tentés de souscrire à ces simplifications en insistant sur le caractère erratique et inexplicable des politiques suivies à Moscou.

Il nous semble au contraire plus que jamais nécessaire d'appliquer à ce pays des questionnements, des grilles d'analyses qui sont celles que les sciences sociales ont peu à peu mises au point pour d'autres parties du monde, et de mesurer à la fois les bouleversements et les inerties qui marquent l'évolution récente d'un pays frappé de convulsions. Car aux mutations mal contrôlées de la *perestroïka* lancée par Mikhaïl Gorbatchev ont succédé l'éclatement de l'URSS suite au putsch manqué d'août 1991, la crise politique et le second putsch d'octobre 1993 et trois graves crises économiques, en 1998, 2008 et 2014.

Les Russes – les élites dirigeantes du pays mais aussi, sous l'influence de médias largement contrôlés par l'État, une grande partie de la population – entretiennent aujourd'hui une relation paranoïaque au monde qui les entoure. Un mélange de fascination et de peur, d'intérêt et d'incompréhension, résultante de réalités contradictoires, mais également de l'immense ouverture au monde qui s'est effectuée durant ces trente dernières années. L'économie russe vit largement grâce au commerce extérieur excédentaire de ses ressources naturelles, ce qui la rend étroitement dépendante des cours mondiaux et de ses clients. Elle s'est avérée incapable, depuis la fin de l'époque soviétique, de moderniser son industrie et dépend aussi de l'étranger pour la fourniture d'une grande partie des équipements technologiques dont elle a besoin. Ses élites envoient systématiquement leurs enfants se faire éduquer, soigner, se reposer en Occident mais en critiquent, au moins publiquement, les modes de vie et de fonctionnement.

Au cours de ces dernières années, les principaux piliers du régime, le président et son gouvernement, l'armée, le FSB (les services de sécurité, héritiers du KGB) et le ministère de l'Intérieur, le clergé orthodoxe lui-même, en dépit de son rôle apparemment valorisé, ont été critiqués, parfois affaiblis, leur légitimité disputée. Depuis le début de son troisième mandat, en mars 2012, Vladimir Poutine a multiplié les mesures visant à conforter le pouvoir central, facteur déterminant selon lui du rétablissement de la puissance russe. Les effets de ces mesures peuvent-elles contribuer à redonner une dynamique positive au

pays ? Alors que la crise ukrainienne des années 2013-2014 a vu se renforcer ces contradictions, beaucoup en doutent.

Pour certains observateurs, le président russe ne fait que revenir à un héritage soviétique qui n'aurait jamais été réellement rejeté. Pourtant, une analyse plus complexe des évolutions en cours incite à d'autres conclusions. Plusieurs des axes clefs de la politique poutiniennne – défense d'un glacis d'États voisins sous influence ou neutralisés, rôle de Moscou prenant la tête d'une nouvelle croisade des valeurs et des normes face à un Occident jugé décadent – ne peuvent être interprétés sans souligner des continuités historiques bien plus anciennes. En outre, et c'est là un élément majeur dans notre discussion, dans bien des domaines économiques, sociaux et culturels, parallèlement à la dérive autoritaire qu'il n'est pas question de sous-estimer, on assiste à l'accélération de pratiques néo-libérales qui sont fort éloignées du modèle soviétique.

La Russie est intensément globalisée, en interaction avec l'Europe mais également avec la Chine, en prise avec le monde islamique, et nombre de ses ambivalences ou paradoxes sont précisément le fruit de cette ouverture au monde.



## CHAPITRE 1

# La Russie, malade de son espace

*Géographie russe*

*« Moscou et la ville de Pierre<sup>1</sup>, et la ville des Constantins –  
Voici du royaume russe les capitales sacrées...*

*Mais où est sa limite ? Où sont donc ses frontières –*

*Au Nord, à l'Est, au Sud et au couchant ?*

*Dans les temps à venir, le destin les révélera...*

*Sept mers intérieures et sept grands fleuves...*

*Du Nil à la Neva, de l'Elbe à la Chine,*

*De la Volga à l'Euphrate, du Gange au Danube...*

*Tel est l'empire russe... Et il ne passera pas au long des siècles,*

*L'Esprit l'a prédit, Daniel l'a prophétisé. »*

*Fiodor Tiouttchev, 1848.*

**S**INGULIÈRE maladie dont les symptômes sont largement sous-estimés dans cet immense État<sup>2</sup> de quelque 17 098 246 km<sup>2</sup>. On pensait que ce véritable continent, la « septième partie du monde », pour paraphraser le cinéaste Dziga Vertov, suffisait à ses habitants. Mais l'annexion de la Crimée, après un référendum organisé à la hâte le 16 mars 2014, et l'affirmation de la défense du « monde russe » exprimée par Vladimir Poutine lors de la cérémonie officialisant ce rattachement, le 18 mars, sont venues confirmer que les dirigeants russes n'avaient toujours pas accepté les frontières agréées lors de l'éclatement de l'URSS, fin décembre 1991.

Pour la seconde fois en moins de dix ans, après la reconnaissance de l'indépendance des régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en 2008, un président russe renie l'engagement, pris alors par Boris Eltsine, de respecter l'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières des États issus de l'éclatement de l'URSS.

### **Un syndrome post-impérial**

C'est que, pour une partie de ses élites, la Russie ne peut qu'être impériale, comme l'affirme Natalia Narotchnitskaïa, fondatrice de l'Institut de la démocratie et de la coopération basé à Paris :

« La Russie n'est pas pensable hors de la pensée impériale. Elle ne peut être qu'un empire. Nous devons avoir une grande politique, une grande idée nationale – sinon, nous ne pourrions pas être conscients de nos intérêts nationaux, nous ne comprendrions pas pourquoi il nous faut des fleuves navigables et des ports qui ne gèlent pas<sup>3</sup>. »

Or qu'est-ce qu'un empire sans la domination de territoires aux marges d'une métropole nationale ? Et comment définir ces marges dans un espace continental sans réelle barrière naturelle ? De la Volga à l'Euphrate, du Gange au Danube... Les mots oubliés de Tiouttchev résonnent étrangement aux oreilles d'aujourd'hui, alors que deux États aux prétentions géostratégiques nouvelles, Russie et Chine, questionnent les limites de l'Eurasie. À l'ouest, le premier n'accepte plus la perte de sa zone d'influence concédée, sur ses marges européennes, à l'époque de son plus grand affaiblissement ; à l'est, le second entend imposer sa vision de son espace maritime contre les prétentions de tous ses voisins, du Vietnam au Japon, des Philippines à la Corée.

Cette Russie dérange et ses actions font peur. À ses voisins tout d'abord, anciennes républiques soviétiques qui comptent, comme l'Ukraine ou le Kazakhstan, un nombre important d'habitants russes et russophones, dont la défense a justement servi de prétexte à l'annexion de la péninsule de Crimée. On craint l'influence de ces minorités dans ces jeunes et fragiles États et

une partie des élites nationales – en Estonie ou en Lettonie par exemple – évoquent à leur propos une « cinquième colonne » que pourrait mobiliser un pouvoir russe qui a retrouvé une partie de sa force après vingt années de fragilisation. Cette Russie inquiète les dirigeants occidentaux qui, tout en intervenant dans le monde entier, ne supportent pas qu'on puisse appliquer au début du XXI<sup>e</sup> siècle des préceptes largement en usage au XIX<sup>e</sup> tant en Europe qu'aux États-Unis, comme la doctrine Monroe, qui prétendait donner aux dirigeants américains de l'époque des droits particuliers d'intervention dans leur espace régional, c'est-à-dire l'ensemble du continent américain.

Mais alors que l'opinion russe applaudit presque unanimement le rattachement de la Crimée à la Fédération, leur pays a tout le mal du monde à maîtriser son propre territoire : des régions entières se vident de leurs habitants, en particulier dans l'espace stratégique que constitue l'Extrême-Orient, au point que le maintien de l'intégrité du territoire national devient la hantise de nombreux spécialistes. Autre facette de ce repli, de larges morceaux de la Russie rurale se désertifient et l'espace réellement occupé par les Russes ne cesse de se réduire, renforçant encore les symptômes de cette maladie territoriale.

L'État russe est loin d'être stabilisé dans un monde lui-même devenu de plus en plus chaotique. Et l'ensemble des défis spatiaux de la nouvelle Russie sont parmi les premiers à devoir être relevés.

Dès les lendemains des accords de décembre 1991 mettant fin à l'existence de l'URSS et créant la Communauté des États indépendants (CEI), on voit apparaître dans la presse et le discours politique russes un nouveau terme, celui d'« étranger proche » (*blijnee zaroubejje*). Propagé, sinon inventé par le ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine, Andreï Kozyrev, et par l'un de ses conseillers Andranik Migranian, il désigne, du point de vue de Moscou, les autres anciennes républiques soviétiques, devenues indépendantes. Adopté par la plupart des auteurs russes, mais aussi par nombre de commentateurs occidentaux (*the Near Abroad*), il fut vite interprété comme une pensée néo-impériale : en classant ces « Nouveaux États indépendants » (NEI) à part, séparés des États étrangers dits « lointains »

(*dalnee zaroubejje*)<sup>4</sup>, les dirigeants russes indiquaient clairement qu'il s'agissait là d'une catégorie différente d'États, sur lesquels Moscou entendait bien se réserver un rôle particulier. Cette idée fut exposée au plus haut niveau par Boris Eltsine<sup>5</sup> :

« La Russie – écrit-il en 1992 –, située à la jointure de l'Europe et de l'Asie, est obligée de remplir enfin sa mission historique unique, devenir un maillon reliant l'Est et l'Ouest. La résolution de cette tâche suppose de remplir deux conditions capitales : assurer la stabilité dans les limites de l'ex-URSS et construire des relations constructives avec les autres États pour renforcer la sécurité internationale. »

Le ministre des Affaires étrangères et divers conseillers précisent la nouvelle stratégie russe. Un des textes les plus éclairants est une note rédigée à l'issue d'une réunion de ce ministère :

« En tant que légataire internationalement reconnue de l'URSS, la Fédération de Russie doit se fonder, pour sa politique extérieure, sur la doctrine qui consiste à déclarer sphère d'intérêt vital tout l'espace géopolitique de l'ex-Union soviétique (à l'instar de la "doctrine Monroe" des États-Unis en Amérique latine) ; elle doit obtenir de la communauté internationale la reconnaissance de son rôle de garante de la stabilité politique et militaire sur tout le territoire de l'ex-URSS<sup>6</sup>. »

Entre 1992 et 1995, lors des sommets qui réunissent les présidents des 12 États de la CEI, les dirigeants russes proposent toute une panoplie de traités visant à concrétiser leur conception de cette nouvelle communauté. Et il apparaît clairement que B. Eltsine, tout en s'engageant résolument dans la voie des réformes libérales, n'entend nullement baisser les bras pour ce qui est du rôle de son pays dans l'espace postsoviétique.

Moscou propose ainsi de créer une force collective de maintien de la paix, de gérer et contrôler ensemble l'espace aérien de la CEI, puis d'organiser une communauté de défense intégrée, sorte d'OTAN oriental. Plus troublant encore, les dirigeants